

FEC



Situation économique de la RDC et orientations de l'action de la FEC : 1979 – 1981

Retour sur le mandat du Président GILBERT TSHIONGO
(3 ème Président National de la FEC)



FEC

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

Introduction

PARTIE 2

Bref regard sur la situation politique
du Zaïre

PARTIE 3

Evolution de l'activité économique

PARTIE 4

Développement du secteur privé

PARTIE 5

Orientations de l'action de l'ANEZA

INTRODUCTION

Le ralentissement économique que connaît la République démocratique du Congo (RDC) depuis 1974 – 1975 s’est poursuivi jusqu’à la survenue du second choc pétrolier en 1979. Des efforts ont été envisagés par le gouvernement pour relancer la croissance mais l’efficacité des actions a été limitée faute d’un bon calibrage d’un contexte de morosité de l’économie mondiale. L’ajustement macroéconomique envisagé ne s’est pas fait accompagné de mesures structurelles pouvant suffisamment rassurer les entreprises privées et libérer par conséquent, le potentiel de croissance de l’économie.

Après un bref aperçu du contexte politique, la présente note fait le point sur la situation économique du pays de 1979 à 1981. Elle renseigne sur l’évolution de la croissance, sur les performances macroéconomiques du pays et sur le développement du secteur privé et sur les principales orientations de l’action de la Fédération des entreprises du Congo (alors appelée ANEZA : Association nationale des entreprises du Zaïre) durant la période 1979 – 1981. A cette époque, la direction de la Fédération était confiée à Gilbert Tshongo Tshibinkubula Wa Ntumba (3ème Président).

Contexte politico-sécuritaire

En dépit de la fin de la guerre de Shaba 2 (en 1978), la situation politique du pays est restée préoccupante de 1979 à 1981. Des tensions sociales ont vu le jour avec le recul de l'économie et la dégradation des conditions de vie. Plusieurs couches de la population ont commencé à se rendre compte de la dérive de la gouvernance, mais ils n'avaient pas la possibilité de s'exprimer librement quant à ce. Un groupe de treize parlementaires a pris le courage d'adresser une lettre ouverte au Président de la république pour lui exprimer son désaccord sur la gestion des affaires du pays. Il s'en est suivi une violente répression.



Evolution de l'activité économique

Le contexte de crise dans lequel le pays a évolué depuis 1974 avait amené le gouvernement à mettre en place des mesures d'ajustement par la demande globale à partir de 1980. Mais il n'avait pas envisagé des mesures structurelles pouvant libérer progressivement le potentiel de croissance de l'économie. Ce qui fait que la relance économique a été timide, le taux de croissance est redevenu positif mais il a été inférieur au taux de croissance démographique. Le PIB par tête d'habitant qui était de 265,48 USD en 1979 est tombé à 256,42 USD en 1981, soit une diminution de 109 USD en deux ans.

Tableau 1 : Croissance et PIB par tête : 1979 – 1981

	Croissance du PIB	Croissance du PIB/tête	PIB par tête (USD)
1979	0,2	-2,7	265,48
1980	0,3	-2,67	258,39
1981	2,4	-0,76	256,42

Source : Elaboré à partir des données de la Banque centrale du Congo

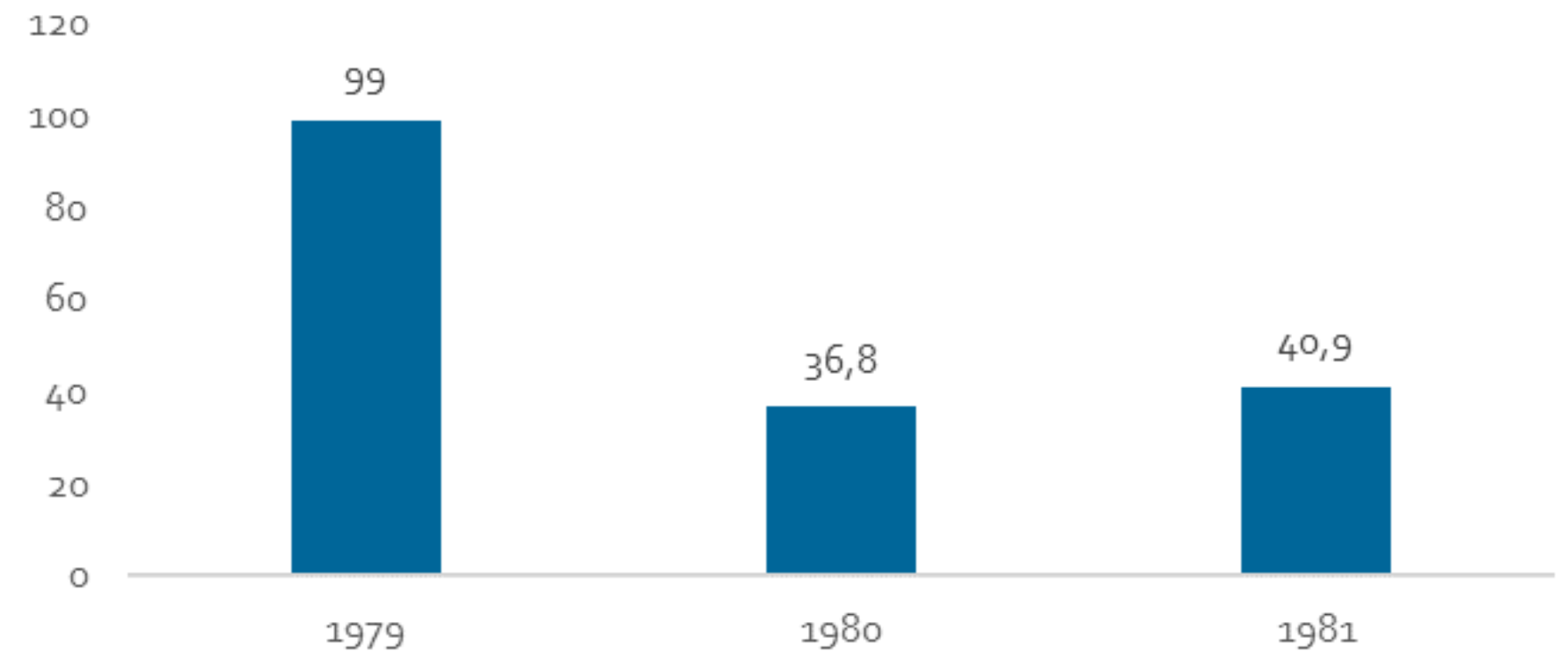
Evolution de l'activité économique

Avec la mise en œuvre en 1976, de la politique de stabilisation (consistant à rétrocéder les biens zaïrianisés), le taux d'investissement s'est un peu accru (augmentation de 4 points de pourcentage entre 1979 et 1980) mais cela n'était pas suffisant pour relancer fortement la croissance, notamment avec la multitude des facteurs qui pesaient sur le fonctionnement du secteur privé. La diminution du volume des investissements publics a aussi été un facteur justifiant l'étroitesse des performances de l'économie. A cela s'ajoute le contexte de ralentissement économique mondial.

Performances macroéconomiques

Les pressions inflationnistes en RDC ont globalement diminué de 1979 à 1981 comme l'indique la figure 1 ci-dessous, mais elles sont restées assez élevées. Sur le marché de change, le rythme de dépréciation de la valeur de la monnaie nationale par rapport au dollar américain s'est également estompé grâce au changement de régime de change (passage d'un système de change fixe à un système flottant) et à une légère reprise des exportations, particulièrement des produits miniers, entraînant ainsi un accroissement de la quantité de devises entrant dans le pays.

Figure 1 : Inflation : 1979 – 1981 (%)

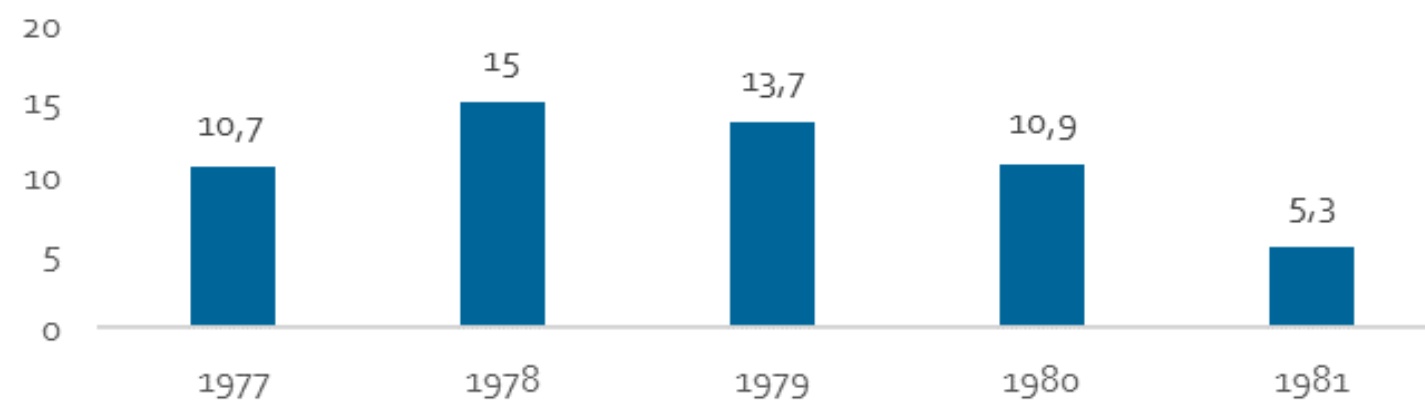


Source : Elaboré à partir des données de la Banque centrale du Congo.

Performances macroéconomiques

La diminution des pressions inflationnistes de 1979 à 1980 procède en partie, de l'ajustement envisagé au niveau de la politique budgétaire quoique les modalités de contrôle demeurent peu efficaces. Des efforts ont été déployés pour réduire le déficit des opérations financières de l'Etat ainsi que pour limiter le recours aux avances de la Banque centrale. Le solde public qui était de - 5,23 % en 1978 et -2,7 % en 1979 a été ramené à -1,7 % en 1980 avant de se creuser davantage en 1981. Il faut également relever que le resserrement du déficit public a été en partie, lié à la baisse de la pression des dépenses militaires.

Figure 2 : Dépenses militaires (% du total des dépenses publiques)



Source : Elaboré à partir des données de la Banque centrale du Congo.

Tableau 2 : Situation des finances publiques (% du PIB) : 1979 – 1981

	Recettes	Dépenses	Solde
1979	11,0	13,6	-2,7
1980	19,2	21,0	-1,7
1981	15,3	21,2	-6,0

Source : Elaboré à partir des données de la Banque centrale du Congo.

Politique économique du gouvernement

La politique du gouvernement a consisté à un ajustement de la demande globale par un resserrement du déficit des opérations financières de l'Etat. Cet effort a été rendu possible par une baisse des dépenses militaires et non par une réduction des dépenses jugées peu utiles. Le passage à un système de change flottant a été une bonne chose pour les transactions avec le reste du monde mais le dispositif mis en place pour contrôler les prix n'a pas été supprimé. Le gouvernement a continué aussi à administrer les taux d'intérêt des banques et cela, sans tenir compte des réalités du marché et des anticipations des agents.

Les mesures prises en 1976 pour garantir l'import substitution ont été maintenues, notamment l'augmentation de la taxe sur les importations et la dévaluation de la monnaie nationale. Ces dernières ont plus porté sur l'aspect commercial et n'ont pas véritablement concerné les conditions d'exploitation des entreprises. Pourtant, la plupart des pays ayant mis en œuvre une telle politique avec succès sont ceux qui ont créé des facilités pour permettre aux entreprises de réaliser concomitamment des gains de productivité et de compétitivité.

Développement du secteur privé

Le développement des activités du secteur privé a été effréné par le contexte difficile dans lequel les entreprises opèrent. L'accès aux crédits est resté préoccupant et la plupart des institutions bancaires ont eu du mal à accorder des prêts à moyen et long terme dans un contexte peu rassurant d'autant plus que les taux d'intérêt étaient fixés à des niveaux peu rémunérateurs. Dans certains segments de l'économie, les marges de profit des entreprises sont restées faibles car le contrôle des prix à continuer, particulièrement pour des produits agricoles et manufacturés.



Orientations de l'action de l'ANEZA

Au regard des difficultés rencontrées par les entreprises privées, la Fédération a mené, au cours de la période allant de 1979 à 1981, un plaidoyer soutenu en vue de la libéralisation des prix, y compris des taux d'intérêt pratiqués par les banques. Ceci en vue d'accroître l'efficacité économique et de conforter les marges de profit des entreprises ainsi que des institutions financières. La Fédération a aussi déploré le dispositif mis en place pour assurer l'import substitution. Les mesures envisagées (hausse de la taxe à l'importation et dévaluation) ne sont pas suffisantes pour atteindre l'objectif poursuivi.



FEC



50 ANS
FEC
1972-2022 Au service du secteur privé congolais

RENAISSANCE